



Disclaimer: unless otherwise agreed by the Council of UPOV, only documents that have been adopted by the Council of UPOV and that have not been superseded can represent UPOV policies or guidance.

This document has been scanned from a paper copy and may have some discrepancies from the original document.

Avertissement: sauf si le Conseil de l'UPOV en décide autrement, seuls les documents adoptés par le Conseil de l'UPOV n'ayant pas été remplacés peuvent représenter les principes ou les orientations de l'UPOV.

Ce document a été numérisé à partir d'une copie papier et peut contenir des différences avec le document original.

Allgemeiner Haftungsausschluß: Sofern nicht anders vom Rat der UPOV vereinbart, geben nur Dokumente, die vom Rat der UPOV angenommen und nicht ersetzt wurden, Grundsätze oder eine Anleitung der UPOV wieder.

Dieses Dokument wurde von einer Papierkopie gescannt und könnte Abweichungen vom Originaldokument aufweisen.

Descargo de responsabilidad: salvo que el Consejo de la UPOV decida de otro modo, solo se considerarán documentos de políticas u orientaciones de la UPOV los que hayan sido aprobados por el Consejo de la UPOV y no hayan sido reemplazados.

Este documento ha sido escaneado a partir de una copia en papel y puede que existan divergencias en relación con el documento original.

UPOV

CAJ/II/ 6

ORIGINAL: anglais

DATE: 7 novembre 1978

UNION INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

GENÈVE

COMITE ADMINISTRATIF ET JURIDIQUE

Deuxième session

Genève, 15 au 17 novembre 1978

COOPERATION AVEC LES COMMUNAUTES EUROPEENNES

document préparé par le Bureau de l'Union

A sa quatrième session extraordinaire, tenue le 18 octobre 1978, le Conseil a étudié s'il était souhaitable d'établir une coopération entre les Communautés européennes et l'UPOV. Le Conseil a été informé d'un échange de lettres entre la Commission des Communautés européennes et l'OMPI au sujet d'un accord de coopération. Les lettres en question figurent à l'annexe II du présent document. Le Conseil a demandé au Comité administratif et juridique d'étudier la question à sa deuxième session, qui se tiendra du 15 au 17 novembre 1978, et a prié le Bureau de l'Union de préparer la discussion en présentant un document sur les implications de l'établissement d'un tel accord de coopération entre les Communautés européennes et l'UPOV (voir le paragraphe 8 du document C(Extr.)/IV/3). Ce document préparatoire figure à l'annexe I du présent document.

[Deux annexes suivent]

COOPERATION AVEC LES COMMUNAUTES EUROPEENNES

I. Généralités

1. Les Etats membres des Communautés européennes (qui comportent la Communauté européenne du charbon et de l'acier, la Communauté économique européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique, trois communautés indépendantes instituées par des traités séparés conclus en 1951 et 1957) sont les suivants : Allemagne (République fédérale d'), Belgique, Danemark, France, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Royaume-Uni (9).
2. Les Communautés européennes ont pour mission de promouvoir un développement harmonieux des activités économiques et de contribuer à l'expansion économique, au développement de l'emploi, au relèvement du niveau de vie dans les Etats membres, à l'établissement de relations plus étroites entre lesdits Etats et au développement de relations avec d'autres Etats. A ces fins, l'action des Communautés européennes comporte, entre autres, l'établissement d'un marché commun (pour le charbon et l'acier et pour les marchandises), le rapprochement des législations des Etats membres dans la mesure nécessaire au fonctionnement du marché commun, l'abolition des obstacles à la libre circulation des personnes, des services et des capitaux, l'instauration de politiques communes dans les domaines de l'agriculture et des transports, et l'application de procédures permettant de coordonner les politiques économiques.
3. La réalisation des tâches confiées aux Communautés européennes est assurée par les institutions suivantes : l'Assemblée, la Cour de justice et le Comité économique et social (institués par le traité de 1957), ainsi que par le Conseil et la Commission (institués sous leur forme actuelle par un traité de 1965).
4. La Commission des Communautés européennes a pour mission de veiller à l'application des dispositions des traités instituant les Communautés ainsi que des dispositions prises par les institutions en vertu de ceux-ci, de formuler des recommandations ou des avis sur les matières qui font l'objet desdits traités, de participer à la formation des actes du Conseil et de l'Assemblée, et d'exercer les compétences que le Conseil lui confère pour l'exécution des règles qu'il établit.

II. Coopération entre la Commission des Communautés européennes et l'OMPI

5. L'OMPI a conclu un accord de coopération avec la Commission des Communautés européennes. L'intérêt manifesté par la Commission, en matière de protection de la propriété intellectuelle, porte notamment sur les questions suivantes : l'établissement d'un système communautaire des brevets; l'élaboration d'une législation communautaire en matière de marques; l'application des règlements actuellement en vigueur dans la Communauté relatifs aux appellations d'origine pour les vins et les fromages; l'examen des législations nationales au sein des Communautés concernant les indications géographiques en général, en vue d'une harmonisation au niveau communautaire; des examens analogues en matière de noms commerciaux, dessins et modèles industriels, protection de secrets industriels, savoir-faire et logiciel, droits découlant de règles sur la concurrence déloyale, et certains aspects du droit d'auteur; la surveillance de la contribution qu'apportent les droits de propriété industrielle au marché intérieur de la Communauté et à ses échanges extérieurs; l'administration et la documentation de certaines catégories de droits de propriété industrielle.
6. L'accord de coopération entre la Commission des Communautés européennes et l'OMPI se présente sous la forme d'un échange de lettres entre le Président de ladite Commission et le Directeur général de l'OMPI. Le texte de ces lettres est reproduit à l'annexe II du présent document. Il convient de noter que les termes dudit Accord de coopération ne concernent que la coopération entre l'OMPI et la Commission des Communautés européennes et ne s'étendent pas aux relations de travail ou à la coopération entre l'OMPI et d'autres institutions des Communautés européennes.

III. Coopération éventuelle entre les Communautés européennes et l'UPOV

7. Les Communautés européennes ont une activité importante dans le domaine de la réglementation de la production et du commerce des semences et plants, y compris dans le domaine de l'examen des variétés. L'examen effectué dans ce but étant dans une certaine mesure comparable à l'examen effectué avant la délivrance d'un titre de protection des obtentions végétales, un fonctionnaire de la Commission des Communautés européennes a rendu visite au Bureau de l'Union en novembre 1977 et s'est enquis des possibilités d'établir une coopération, limitée au domaine technique, entre son service et l'UPOV (voir le document CC/XVI/5, paragraphe 37). La coopération actuelle entre la Commission des Communautés européennes et l'UPOV, établie à la suite de cette visite, consiste principalement dans l'échange de documents. Le Bureau de l'Union envoie des exemplaires des projets et des versions finales de principes directeurs d'examen des variétés à la Commission des Communautés européennes.

8. La décision de la Commission des Communautés européennes concernant une procédure en vertu de l'article 85 du Traité établissant la Communauté économique européenne (législation sur la protection des variétés, semences de maïs) et la participation de représentants des Communautés européennes à la Conférence diplomatique de l'UPOV, tenue en octobre de cette année, montre l'intérêt accru des Communautés européennes pour les questions relatives à la protection des obtentions végétales. Etant donné que sept des dix Etats membres actuels de l'UPOV sont membres de la Communauté économique européenne, il semble important de préciser si, à l'heure actuelle, une coopération devrait être établie entre les deux organisations, sur une base formelle, dans le domaine de la protection des obtentions végétales. Si la décision est positive, il conviendra de décider si, et dans quelle mesure, un tel accord de coopération devrait suivre l'exemple de l'échange de lettres entre la Commission des Communautés européennes et l'OMPI.

9. Le Comité est invité à faire les recommandations nécessaires au Conseil.

[L'annexe II suit]

Lettre adressée par le Président de la Commission des Communautés européennes (CCE)
au Directeur général de l'OMPI, le 5 juillet 1977

[Original : français]

Monsieur le Directeur général,

J'ai l'honneur de me référer à votre lettre du 9 janvier 1976, par laquelle vous suggérez la conclusion d'un accord de travail destiné à renforcer la coopération entre l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle et la Commission des Communautés européennes.

A la suite des consultations qui ont eu lieu depuis lors entre nos représentants respectifs, j'ai le plaisir de vous proposer que notre future coopération soit fondée sur les dispositions suivantes :

1. La Commission et l'Organisation échangeront selon les nécessités tous renseignements et toute documentation pertinents dans le domaine de la protection de la propriété intellectuelle.
2. Des consultations périodiques auront lieu entre la Commission et l'Organisation en vue de déterminer à l'avance les réunions d'intérêt commun auxquelles chacune des deux institutions pourra participer sur invitation de l'autre.
3. La Commission et l'Organisation se consulteront également sur la possibilité de la convocation conjointe de séminaires et de symposiums ainsi que, le cas échéant, de la coopération dans d'autres activités d'intérêt commun.

Pour sa part, la commission est prête à envisager d'inviter des représentants de l'Organisation, dans les cas appropriés, à contribuer aux travaux préparatoires que la Commission entreprend dans le domaine de la protection de la propriété intellectuelle avant qu'elle n'établisse ses propositions formelles ou n'arrête ses décisions.

Il est entendu que toute participation des Communautés européennes aux négociations de Traités ou autres instruments internationaux se déroulant dans les conférences diplomatiques convoquées par l'Organisation fera l'objet de décisions appropriées des instances compétentes de l'Organisation ou des unions administrées par l'Organisation ou desdites conférences.

Au cas où les dispositions mentionnées aux points 1, 2 et 3 ci-dessus rencontreraient votre agrément, je propose que lesdites dispositions constituent l'accord de coopération dans le domaine de la protection de la propriété intellectuelle entre la Commission des Communautés européennes et l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur général, les assurances de ma considération distinguée.

Roy Jenkins

Président
Commission des Communautés européennes

Lettre adressée par le Directeur général de l'OMPI au Président de la Commission des Communautés européennes (CCE), le 15 juillet 1977

[Original : anglais]

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 5 juillet 1977, par laquelle vous proposez que la coopération future entre la Commission des Communautés européennes et l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle soit fondée sur les dispositions suivantes :

1. La Commission et l'Organisation échangeront selon les nécessités tous renseignements et toute documentation pertinents dans le domaine de la protection de la propriété intellectuelle.
2. Des consultations périodiques auront lieu entre la Commission et l'Organisation en vue de déterminer à l'avance les réunions d'intérêt commun auxquelles chacune des deux institutions pourra participer sur invitation de l'autre.
3. La Commission et l'Organisation se consulteront également sur la possibilité de la convocation conjointe de séminaires et de symposiums ainsi que, le cas échéant, de la coopération dans d'autres activités d'intérêt commun.

J'ai pris bonne note que pour sa part, la Commission est prête à envisager d'inviter des représentants de l'Organisation, dans les cas appropriés, à contribuer aux travaux préparatoires que la Commission entreprend dans le domaine de la protection de la propriété intellectuelle avant qu'elle n'établisse ses propositions formelles ou n'arrête ses décisions.

Il est entendu que toute participation des Communautés européennes aux négociations de Traités ou autres instruments internationaux se déroulant dans les conférences diplomatiques convoquées par l'Organisation fera l'objet de décisions appropriées des instances compétentes de l'Organisation ou des unions administrées par l'Organisation et desdites conférences.

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que les dispositions mentionnées aux points 1, 2 et 3 ci-dessus recueillent mon agrément et que, sous réserve de l'approbation du Comité de Coordination de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle je m'efforcerai d'obtenir en septembre prochain, lesdites dispositions constituent l'accord de coopération dans le domaine de la protection de la propriété intellectuelle entre la Commission des Communautés européennes et l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle.

Entretemps, j'appliquerai lesdites dispositions sur une base provisoire. Je vous communiquerai en octobre prochain la décision du Comité de Coordination.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma considération distinguée.

Le Directeur général :

Arpad Bogsch

[Fin du document]